

Soutenance de mémoire de Master en ScS,  
pilier migration et citoyenneté de

**Monsieur Grégoire YERLY**

**Acheter son permis B en Suisse, de nouvelles manières de repenser le  
permis de séjour et la citoyenneté au travers de la marchandisation ?**

*– Zoom transversal sur diverses pratiques cantonales au sein d'un système politique  
fédéraliste –*

**le mardi 4 septembre 2018 à 15h15**

**à l'Institut SFM, Rue A.-L. Breguet 2, Neuchâtel, 2<sup>e</sup> étage, salle de réunion 2.310**

**Directeur de mémoire : Gianni D'Amato**

**Experte : Johanna Probst**

**Résumé :**

A l'heure d'une montée de la globalisation et des mouvements de personnes qui en découlent, les frontières administratives au niveau de l'immigration sont devenues de plus en plus difficiles à franchir. Ce travail va nous permettre de mener une réflexion sur une pratique qui s'est particulièrement développée durant la dernière décennie au travers de ce contexte politique : le phénomène de vente de citoyenneté et de permis de résidence au sein des Etats-nations.

Pour ce faire, nous allons nous pencher sur la pratique de vente de permis de séjour (permis B) en Suisse. En effet, grâce aux articles 30 al. 1 let. b LEtr et 32 OASA, les riches étrangers ont la possibilité de se faire octroyer un permis B en raison d'un investissement considérable au sein d'un canton par le prisme de l'imposition selon la dépense. Nous mènerons une analyse transversale des pratiques des cantons qui utilisent le plus ce procédé, à savoir Le Tessin, Genève et Zürich.

Ce travail entend développer un triple objectif : il s'agira tout d'abord de mettre en lumière le flou actuel qui règne autour de la pratique de vente de permis B en Suisse. Ensuite, il s'agira d'approfondir notre analyse en nous questionnant sur les buts et les conséquences de ce phénomène : comment repenser le permis de séjour et la citoyenneté dans un contexte de marchandisation ? Nous utiliserons pour ce faire une perspective normative qui nous permettra de revenir sur des questions d'équité et de justice démocratiques induites par cette pratique tout en développant parallèlement une perspective analytique qui nous permettra de nous pencher sur les mécanismes de justification et d'instrumentalisation que les acteurs institutionnels impliqués dans la vente de permis de séjour déploient.